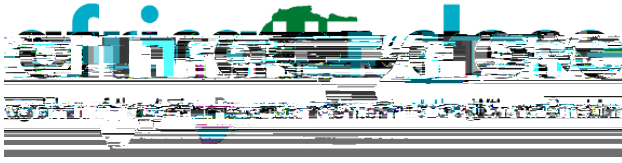


22 Octobre 2021



La tension monte en RD Congo à cause de la remise en question de la crédibilité des prochaines élections.

Par Ida Sawyer
Chercheuse en politique publique, Wilson Center

À deux ans de la prochaine élection présidentielle en République Démocratique du Congo, les tensions sont palpables. Beaucoup craignent que le pays ne se dirige vers une crise préélectorale majeure et potentiellement violente si des mesures ne sont pas prises assez rapidement pour apaiser les tensions et renforcer la confiance dans la crédibilité et l'indépendance du processus électoral.

Le 16 octobre 2021, l'Assemblée nationale du Congo a [approuvé](#) la nomination de Denis Kadima comme nouveau président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) du pays. Le président de la CENI est censé être [choisi par consensus](#) par les dirigeants des principales institutions religieuses du pays, mais les huit groupes religieux n'ont pas réussi à s'entendre sur un candidat, les églises catholique et protestante - qui représentent la [majorité](#) de la population congolaise - s'opposant à Kadima. Alors que Kadima est un [expert reconnu](#) en matière d'élections, les dirigeants des églises catholiques et protestantes et d'autres ont exprimé des inquiétudes quant à son indépendance. Ils [affirment](#) qu'il est le choix évident du président Félix Tshisekedi, dont les représentants auraient eu recours à la [corruption](#), à la [pression](#) et aux menaces pour convaincre les six autres groupes religieux de soutenir Kadima.

« Nous ne soutiendrons pas un processus biaisé », m'a déclaré cette semaine le révérend Eric Nsenga, porte-parole de l'église protestante du Congo (connue sous le nom de l'*Eglise du Christ au Congo*, ECC). « Notre grande crainte est que les résultats des élections soient proclamés par le même processus que celui qui est utilisé actuellement pour désigner le président de la CENI. Si les institutions sont instrumentalisées et que les décisions sont prises par la corruption, comment pouvons-nous avoir des élections crédibles ? »

Une manifestation dans la ville de Kinshasa, la capitale, a [tourné à la violence](#) le 16 octobre lorsque des partisans du parti politique du président, l'Union pour le Démocratie et le Progrès Social (UDPS), ont affronté des partisans du leader de l'opposition Martin Fayulu, qui avait appelé à la manifestation pour faire pression en faveur d'un processus électoral crédible et la dépolitisation de la CENI. Quelques partisans de Fayulu [ont été blessés](#), et l'un d'entre eux a succombé à ses blessures. Plus tôt au mois d'Août, des jeunes ont mené des [attaques](#) visant des dirigeants et des installations de l'église catholique, apparemment en réponse à la position de l'église catholique sur les nominations à la CENI.

Dans une [déclaration](#) faite le 19 octobre, Fayulu a appelé un "grand bloc patriotique" à se mobiliser contre la "fraude électorale", et a déclaré que d'autres manifestations seraient organisées dans les jours à venir. Le 20 octobre, les dirigeants laïcs des églises catholique et protestante ont appelé à une "mobilisation sans précédent pour sauvegarder le pays." Des [activistes](#) pro-démocratie et d'autres dirigeants de partis [politiques](#), y compris au sein de la [coalition](#) de Tshisekedi, ont également fait part de leurs inquiétudes quant aux risques sérieux qu'il y aurait à entériner la proposition de cette équipe dirigeante à la CENI. Le fait que des personnes perçues comme fidèles à Tshisekedi aient déjà été placées à la tête d'autres institutions clés - y compris la [Cour Constitutionnelle](#), qui est chargée de

